

À propos de ce réseau ontariois de télédiffusion

Fernan Carrière

Number 34, Spring 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/43225ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions l'Interligne

ISSN

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Carrière, F. (1985). À propos de ce réseau ontariois de télédiffusion. *Liaison*, (34), 65–66.

Le Péch^é de l'économie



Daniel Marchildon (Photo : J. Villemaire)

L'avarice, c'est un de mes seuls péchés. Un péché surtout visible dans ma collection de disques et ma bibliothèque, toutes les deux minables. Je ne possède à peu près aucun produit culturel qui date de moins de quatre ou cinq ans.

La plupart de mes livres, je les achète en vente, ou à un marché aux puces, presque toujours en livre de poche. De même, bon nombre de mes microsillons portent, dans un des coins, le petit trou traître, la marque d'un « delete », une édition épuisée à jamais parce que les ventes n'en justifient pas une réédition. J'ai très rarement payé un disque plus que 5 ou 6 dollars.

Bref, je collectionne des produits culturels peu populaires et peu chers.

Cela tient, en partie, à mes goûts un peu ésotériques mais, encore plus, à ma situation financière peu enviable. Cette situation découle du fait que je ne me suis pas dirigé vers une carrière très rémunératrice et que j'ai choisi de me consacrer, dans la mesure du possible, à la production de la littérature.

Mais voilà mon paradoxe personnel : moi qui aspire à produire de l'art, je m'alimente en produits culturels en solde. Je n'appuie donc pas les artistes créateurs qui, c'est bien connu, viennent difficilement à bout de vivre de leur métier. Les droits d'auteur, cette marge de « profit » d'un artiste créateur, diminuent avec le prix du produit. Même les producteurs de culture (maisons d'édition, compagnies de disques) n'ont pas la vie facile comme en témoignent les récents troubles financiers d'une maison d'édition bien connue, McClelland et Stewart de Toronto. Alors pourquoi ne suis-je pas capable de me résigner à déboursier 10 \$ pour le microsillon d'un compositeur que j'apprécie et que je voudrais voir poursuivre son œuvre ?

L'argent ? Sans doute. Alors pourquoi donc ne rationaliserais-je pas ma consommation culturelle ? C'est-à-dire, plutôt que d'acheter trois livres plutôt vieux, en solde, pourquoi ne pas prendre le même argent et acheter une parution récente ?

C'est que, je crois, le problème relève autant d'une mentalité vis-à-vis de la consommation culturelle que des temps économiques assez durs. Nous sommes habitués à payer, et ce très cher, des vêtements qui nous donnent une bonne parure (mais qui ne nous gardent pas nécessairement au chaud, ou confortables). Ou encore à payer pour de la culture opium, comme ce cinéma américain qui divertit mais n'a rien à dire.

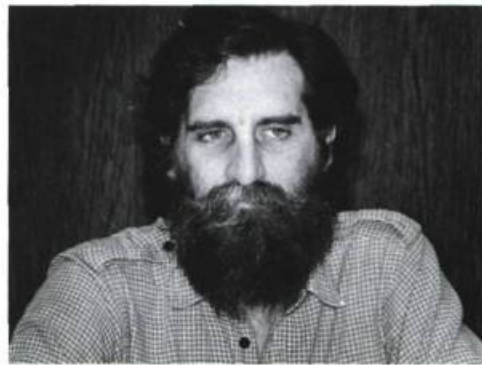
Mais dépenser 20 \$ sur un roman qui fait penser autant — et peut-être même plus — qu'il ne divertit, ça, rien dans l'éducation de notre société ou dans le système économique qui nous gouverne ne nous incite à le faire. En fait, les deux derniers nous en découragent.

La littérature, le théâtre, le cinéma, la musique, l'art visuel ne contribuent en rien à notre confort physique et matériel. Depuis le début des temps, et surtout dans la société occidentale contemporaine, le pain a toujours passé avant la pensée. Même quand le pain s'obtient de plus en plus facilement.

Ainsi, même si un jour je finis par accepter un « vrai travail », rémunérateur, qui me permet d'accéder à une certaine aisance, vous me trouverez probablement toujours dans la section des livres au rabais, des disques à édition épuisée. Malgré moi.

Daniel Marchildon

À propos de ce réseau ontarien de télédiffusion



Les Ontariens pourraient donc avoir accès à leur propre réseau de télévision éducative, par un système qui relierait les câblodiffuseurs par satellite à l'antenne torontoise de TVOntario. C'est un vieux rêve qui se réaliserait, si l'on me permet de paraphraser monsieur Georges Gauthier, président du Comité consultatif francophone (CCF) du réseau provincial de télédiffusion.

La prudence et la réserve traditionnelles des représentants de la francophonie ontarienne ont refait surface au lendemain de l'annonce de la conclusion d'une entente entre les ministres responsables du dossier des communications culturelles, madame Susan Fish de l'Ontario et monsieur Marcel Masse, au niveau fédéral. Les ministres s'étaient engagés à recommander à leur cabinet respectif d'entériner une entente fédérale-provinciale qui assurerait, entre autres, le financement d'un réseau autonome français au sein de TVO (voir section « p'tites nouvelles »).

Dans les milieux artistiques, on réagissait positivement tout en souhaitant que ce réseau devienne enfin véritablement ontarien. On m'assurait récemment, à l'occasion d'une réception offerte à Ottawa par la direction des services en français de TVO que tel serait le cas. Admettons que dans le secteur de développement des communications en Ontario et ailleurs, il y a toujours des retards à rattraper. Il faut aussi que TVOF devienne véritablement provinciale dans le sens des efforts entrepris dernièrement.

Les participants au Symposium organisé conjointement par le CCF de TVO et le Conseil des affaires franco-ontariennes en mars 1983 avaient été fermes sur ces questions : on y avait entre autres recommandé à TVO d'accorder des contrats de productions à des entreprises ontariennes.

Toujours dans cette optique, il est intéressant de noter, comme d'autres l'ont fait avant moi, que le ministre fédéral des Communications, Monsieur Marcel Masse puisse d'une part fermer d'une main pour ouvrir de l'autre. On sabre à Radio Canada tandis qu'on ravive la photographie à l'ONF et qu'on s'engage à créer un réseau ontariois de télédiffusion.

Soyons prudents en analysant ou en interprétant les déclarations ou événements récents à Ottawa ou à Toronto, au chapitre du développement culturel et des communications plus particulièrement. S'il s'avérait, comme on en jase dans certains milieux, que le nouveau gouvernement fédéral prenne réellement au sérieux les recommandations du rapport Applebaum-Hébert, il faudrait se préparer, dans les régions francophones minoritaires à prendre notre place dans le marché de production qui se libérerait : le secteur privé peut aussi comprendre des entreprises, à but non-lucratif ou des coopératives. . . Il n'est pas dit que nos entrepreneurs ne pourraient pas à l'occasion faire coïncider leurs intérêts avec ceux de la collectivité.

Il nous reste, chacun dans nos régions, à répondre à la question fondamentale qui se pose dans ce secteur de développement communautaire, à l'image de celui de l'industrie du livre et de la lecture : pourrions-nous nous solidariser pour occuper notre propre territoire. Il nous faudrait peut-être à nouveau le reconnaître.

Demulder

Un échantillon de nos lecteurs lisent en moyenne

De cinq à dix livres par année, sept revues, autant en anglais qu'en français



Agathe Camiré (Photo : J. Villemaire)

Une enquête menée auprès d'un nombre réduit des lecteurs et lectrices de *LIAISON* nous indique que ceux et celles-ci lisent beaucoup, autant en français qu'en anglais, qu'ils-elles achètent un peu plus de livres qu'ils-elles n'en empruntent à une bibliothèque publique et qu'ils-elles lisent autant pour le plaisir que pour des intérêts professionnels.

Ces lecteurs-lectrices empruntent cependant plus de livres en langue française qu'en langue anglaise. On préfère de beaucoup le roman, suivi de près de « l'essai-étude ». On lit beaucoup de revues, en anglais comme en français et on lit de

façon régulière au moins un quotidien à gros tirage en plus de l'hebdo ou du quotidien local.

Tel est le sommaire d'une analyse des réponses que 18 de nos lecteurs-lectrices nous ont données en nous retournant le questionnaire que *LIAISON* publiait dans son numéro de l'automne 1984 (septembre). Il y aura bientôt un an qu'au Comité de rédaction de la revue, en planifiant le présent numéro sur le « livre », on a suggéré de sonder nos lecteurs-lectrices sur leurs habitudes de lecture.

Le taux de réponses étant faible, comparativement au nombre de nos abonnés-lecteurs, nous ne pouvons considérer notre échantillon comme représentatif. Cependant, question de s'amuser et succomber à la curiosité, nous avons donc analysé les réponses obtenues.

Nos répondants proviennent des trois régions de l'Ontario, — six de l'est, quatre du sud et trois du nord —, du Québec (quatre) et des États-Unis (un). La plupart sont âgés de 20 à 50 ans, répartis à peu près également dans les trois catégories des 20-25 ans, 25-35 ans et 35-50 ans. Tout près de deux tiers des répondants détiennent au moins un baccalauréat. Les cinq étudiants gagnent moins de 10 000 \$ par année, et on retrouve quatre répondants dans chacune des catégories des revenus se situant entre 10 000 \$ et 20 000 \$/an, 20 000 \$ et 30 000 \$/an et 30 000 \$ et plus/an.

Nos répondants lisent en moyenne autour de 10 livres par année — un petit nombre n'en lisent moins que cinq par année. Même si 90 pour cent d'entre eux sont membres d'une bibliothèque publique, ils achètent un peu plus de livres qu'ils n'en empruntent. Bon nombre achètent entre cinq et dix livres par année et plusieurs entre dix et vingt pour une valeur marchande qui peut varier entre 100 \$ et 700 \$.

Bien que nos répondants nous ont indiqué qu'ils lisent autant en anglais qu'en français, lorsqu'on analyse les réponses à la question portant sur les préférences quant'aux genres de livres préférés — romans-essais-poésie-guides, etc. . . —, on obtient une plus grande variété et un plus grand nombre des réponses dans les catégories indiquées de livres en langue française, dans un rapport de deux livres en langue française pour un en langue anglaise.

Si l'on surprenait un de nos répondants en train de lire en français, ce serait probablement un livre québécois, ontariois ou canadien (autre que le Québec et l'Ontario) plutôt qu'un livre hors-Canada. Par contre, si notre répondant lit en anglais, il aura plus tendance à lire des livres de l'extérieur du Canada que des titres anglophones canadiens.

Nos répondants lisent en moyenne sept revues, en anglais comme en français, régulièrement ou occasionnellement : nos 18 répondants ont identifié soixante revues différentes ! Les plus populaires sont — bien sûr — *LIAISON*. *L'Actualité* — plus de la moitié —, *Macleans* et *Chatelaine* — le tiers —, mais aussi en moins grand nombre *Time*, *l'Express*, *La Vie en Rose*, *Croc*, *Québec Rock*, *Nuit Blanche*, . . . La moitié de nos répondants lisent le *Globe and Mail* et le tiers *Le Devoir* et *La Presse* en plus de lire le quotidien ou l'hebdo local.

Il serait présomptueux d'affirmer que tous les lecteurs de *LIAISON* sont des lecteurs aussi voraces. À preuve du contraire, rien ne nous empêche d'y croire. . . Merci spécialement à tous ceux et celles qui ont aimablement pris le temps de participer à notre enquête-sondage.

Agathe Camiré